

**DECRET N°02-583/P-RM DU 20 DECEMBRE 2002  
FIXANT L'ORGANISATION ET LES MODALITES  
DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION  
NATIONALE DE LA GEOLOGIE ET DES MINES.**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi N°94-009 du 22 mars 1994 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation, de la gestion et du contrôle des services publics ;

Vu la Loi N°90-105/AN-RM du 11 octobre 1990 portant création de la Direction Nationale de la Géologie et des Mines ;

Vu le Décret N°204/PG-RM du 21 août 1985 déterminant les modalités de gestion et de contrôle des structures des services publics ;

Vu le Décret N°02-490/P-RM du 12 octobre 2002 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret N°02-496/P-RM du 16 octobre 2002 modifié portant nomination des membres du Gouvernement ;

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :** Le présent décret fixe l'organisation et les modalités de fonctionnement de la Direction Nationale de la Géologie et des Mines.

**CHAPITRE I : DE L'ORGANISATION**

**SECTION I : DU DIRECTEUR**

**ARTICLE 2 :** La Direction Nationale de la Géologie et des Mines est dirigée par un Directeur nommé par décret pris en Conseil des Ministres, sur proposition du ministre chargé de la Géologie et des Mines.

**ARTICLE 3 :** Le Directeur de la Géologie et des Mines est chargé, sous l'autorité du ministre, de programmer, diriger, coordonner les activités du service et de contrôler leur exécution.

**ARTICLE 4 :** Le Directeur est secondé et assisté d'un Directeur Adjoint qui le remplace de plein droit en cas de vacance, d'absence ou d'empêchement.

Le Directeur Adjoint est nommé par arrêté du ministre chargé de la Géologie et des Mines, sur proposition du Directeur National de la Géologie et des Mines. L'arrêté de nomination fixe également ses attributions spécifiques.

**SECTION II : DES STRUCTURES**

**ARTICLE 5 :** La Direction Nationale de la Géologie et des Mines comporte un Centre de Documentation et d'Informatique placé en staff, et cinq divisions :

- la Division Etudes et Législation ;
- la Division Géologie ;
- la Division Mines ;
- la Division Installations classées et Environnement minier ;
- la Division Hydrocarbures.

**ARTICLE 6 :** Le Centre de Documentation et d'Informatique est chargé de :

- rechercher et centraliser toute documentation sur les recherches géologique, minière et pétrolière ;
- rechercher et centraliser toute documentation sur l'exploitation minière et pétrolière ;
- recenser, conserver et gérer les rapports techniques et les supports magnétiques ;
- constituer des banques de données ;
- constituer une collection des spécimens minéralogiques, lithologiques et paléontologiques ;
- effectuer le traitement informatique des données ;
- contribuer à la production des rapports techniques ;
- produire les supports nécessaires à la recherche et à la promotion de l'activité minière et pétrolière ;
- tenir les statistiques.

Le Centre de Documentation et d'Informatique a rang de division de service central et comprend trois (3) sections :

- la Section Documentation ;
- la Section Informatique ;
- la Section Lithothèque.

**ARTICLE 7 :** La Division Etudes et Législation est chargée de :

- étudier les dossiers relatifs aux demandes de titres miniers et de carrières industrielles ;
- assurer la mise à jour du cadastre minier et du registre de la conservation minière ;
- recouvrer les taxes de délivrance et de redevance des titres miniers et des autorisations d'exploitation des carrières, des redevances et taxes liées aux établissements et installations classés en relation avec la régie ;
- participer à la fixation des prix de vente des produits miniers et pétroliers au Mali ;
- élaborer, instruire et suivre les dossiers de coopération ;

- suivre et analyser l'évolution des prix des substances minérales et pétrolières au niveau du marché international ;

- étudier les perspectives du secteur minier et pétrolier au plan national et international ;

- assurer la mise à jour des codes minier, pétrolier du Mali et de la loi sur les installations classées.

**ARTICLE 8 :** La Division Etudes et Législation comprend deux (2) sections :

- la Section Etudes ;
- la Section Législation.

**ARTICLE 9 :** La Division Géologie est chargée de :

- élaborer, suivre et contrôler les programmes d'inventaire minier et de cartographie géologique ;

- suivre et contrôler les activités des sociétés de recherche, d'exploration géologique et minière ;

- établir le fichier des indices ;
- centraliser les résultats des travaux de recherche géologique et minière sur le territoire national et participer à la synthèse des données géologiques et à la mise à jour de la carte géologique ;

- instruire tout dossier relatif aux activités de recherche ;
- effectuer ou faire effectuer les travaux de géologie fondamentale et les publications connexes.

**ARTICLE 10 :** La Division Géologie comprend deux (2) sections :

- la Section Prospection Minière ;
- la Section Cartographie Géologique.

**ARTICLE 11 :** La Division Mines est chargée de :

- suivre et contrôler les activités des sociétés d'exploitation minière ;

- contrôler l'application de la réglementation sur les mines, et leurs dépendances ;

- suivre et contrôler les activités d'exploitation dans les mines, les carrières et leurs dépendances ;

- analyser les études de faisabilité et les rapports d'activités des sociétés d'exploitation ;

- analyser les rapports des conseils d'administration des sociétés d'exploitation ;

- évaluer l'impact socio-économique des activités minières ;
- instruire les dossiers relatifs à la commercialisation et au contrôle de qualité des pierres précieuses et semi-précieuses ;
- instruire tout dossier relatif aux activités d'exploitation.

**ARTICLE 12 :** La Division Mines comprend deux (2) sections :

- la Section Inspection ;
- la Section Evaluation.

**ARTICLE 13 :** La Division Installations Classées et environnement minier est chargée de :

- instruire les dossiers des installations classées autres que ceux relatifs aux hydrocarbures liquides, solides ou gazeux ;

- participer à l'analyse et à l'évaluation des dossiers relatifs aux études d'impact sur l'environnement minier ;

- contrôler l'application de la réglementation sur les installations classées autres que les hydrocarbures ;

- assurer la surveillance des installations classées sur les normes environnementales, d'hygiène et de sécurité ;

- participer au suivi et au contrôle de l'impact environnemental des projets miniers et des installations classées ;

- veiller à la mise en œuvre des mesures d'atténuation préconisées ;

- instruire les dossiers relatifs aux explosifs civils et accessoires.

La Division Installations classées et Environnement minier comprend deux sections :

- la Section Installations Classées ;
- la Section Environnement Minier.

**ARTICLE 14 :** La Division des Hydrocarbures est chargée de :

- établir les programmes de recherche des hydrocarbures, des roches bitumineuses et des roches asphaltiques et d'en assurer le contrôle de l'exécution dans le cadre de l'inventaire pétrolier ;

- participer à l'évaluation de toute étude de faisabilité dans le domaine des hydrocarbures liquides, solides ou gazeux ;

- participer à l'élaboration et à la synthèse de tous documents se rapportant aux hydrocarbures ;

- participer au contrôle de la qualité des produits pétroliers au Mali ;

- participer à la définition des normes des produits pétroliers au Mali ;

- instruire les dossiers des établissements et des installations classés relatifs aux hydrocarbures liquides, solides ou gazeux ;

- contrôler l'application de la réglementation sur les appareils à pression de vapeur et de gaz.

**ARTICLE 15 :** La Division des Hydrocarbures comprend deux (2) sections :

- la Section Exploration Pétrolière ;
- la Section Pétrochimie.

**ARTICLE 16 :** Les Divisions et les Sections sont dirigées par des chefs de Divisions et chefs de sections nommés respectivement par arrêté et décision du Ministre chargé de la Géologie et des Mines sur proposition du Directeur National de la Géologie et des Mines.

## **CHAPITRE II : DU FONCTIONNEMENT**

### **SECTION I : DE L'ELABORATION DE LA POLITIQUE DE SERVICE**

**ARTICLE 17 :** Sous l'autorité du Directeur, les chefs de Divisions préparent les études techniques, les programmes d'action concernant les matières relevant de leurs secteurs d'activités, procèdent à l'évaluation périodique des programmes mis en œuvre, coordonnent et contrôlent les activités des sections.

**ARTICLE 18 :** Les chefs de sections fournissent aux chefs de Divisions les éléments d'informations indispensables à l'élaboration des études et programmes d'action.

### **SECTION II : DE LA COORDINATION ET DU CONTROLE**

**ARTICLE 19 :** L'activité de coordination et de contrôle de la Direction Nationale de la Géologie et des Mines s'exerce sur les services régionaux, sub-régionaux, les sociétés et entreprises minières et sur les services rattachés chargés de la mise en œuvre de la politique de la recherche, du développement, de l'exploitation et de la transformation des ressources du sous-sol.

**ARTICLE 20 :** La Direction Nationale de la Géologie et des Mines est représentée en cas de besoin :

- au niveau régional par la Direction Régionale de la Géologie et des Mines,
- au niveau du cercle par le service local de la Géologie et des Mines.

**ARTICLE 21 :** L'activité de coordination et de contrôle s'exerce par :

- un pouvoir d'instruction préalable portant sur le contenu des décisions à prendre et des activités à mener ;
- un droit d'intervention sur les décisions contribuant à l'exercice du pouvoir d'approbation, de suspension, de reformulation ou d'annulation.

**ARTICLE 22 :** Est rattaché à la Direction Nationale de la Géologie et des Mines, le Programme pour le Développement des Ressources Minérales.

## **CHAPITRE III : DISPOSITIONS FINALES**

**ARTICLE 23 :** Le présent décret abroge toutes dispositions antérieures contraires, notamment le Décret N°90-446/P-RM du 31 octobre 1990 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de la Direction Nationale de la Géologie et des Mines.

**ARTICLE 24 :** Le ministre des Mines, de l'Energie et de l'Eau et le ministre de l'Economie et des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 20 décembre 2002**

**Le Président de la République,**  
**Amadou Toumani TOURE**

**Le Premier ministre,**  
**Ahmed Mohamed AG HAMANI**

**Le ministre des Mines, de**  
**l'Energie et de l'Eau,**  
**Hamed Diane SEMEGA**

**Le ministre de l'Economie**  
**et des Finances,**  
**Bassary TOURE**

## **ANNONCES ET COMMUNICATIONS**

**Suivant récépissé n°0857/MATCL-DNI** en date du 13 décembre 2002, il a été créé une association dénommée Amicale des Ressortissants et Sympathisants du Bélédougou " ARSB-BINKADI "

**But :** de favoriser le développement socio-économique du Bélédougou, promouvoir et revaloriser la culture traditionnelle de la localité.

**Siège Social :** Bamako, Niamakoro Dougoukoro près de l'ancienne mosquée.

### **Liste des Membres du Bureau :**

**Président actif :** Djigui COULIBALY  
**Secrétaire général :** Yaya DIARRA  
**Secrétaire administratif :** Modibo DIARRA

**Secrétaire Administratif adjoint :**  
Barou dit Oumar TRAORE

**Secrétaire au développement et à la culture :**  
Samou DIARRA